



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Lutte contre l'islamisme

Question au Gouvernement n° 667

Texte de la question

LUTTE CONTRE L'ISLAMISME

Mme la présidente . La parole est à Mme Tiffany Joncour.

Mme Tiffany Joncour . Monsieur le ministre de l'intérieur, il y a quelques jours, Emmanuel Macron a accueilli Ahmed al-Charaa à l'Élysée. Il faut rappeler qui est cet homme derrière le vernis diplomatique : c'est un djihadiste connu pour avoir rallié Al-Qaïda avant de soutenir l'État islamique, organisation responsable de plus de 270 morts sur le territoire français depuis 2012.

Plusieurs députés RN . C'est un terroriste !

M. Alexandre Dufosset . C'est une honte !

Mme Tiffany Joncour . Recevoir un islamiste à l'Élysée, c'est faire fi des morts tombés sur notre sol. Et pendant qu'à Paris on déroule le tapis rouge à un djihadiste, dans ma circonscription, dans la métropole de Lyon, à Meyzieu, un autre islamiste notoire s'apprête à prendre la parole ce week-end au cours d'une conférence.

Mme Tiffany Joncour . Vincent Souleymane, connu pour ses discours haineux envers les femmes, les juifs, les homosexuels et plus largement envers la France, figurera parmi les intervenants. J'ai alerté les autorités compétentes dès l'annonce de la conférence : la préfecture a été saisie, la mairie informée et l'information a été rendue publique. En 2023, la préfecture du Rhône avait interdit sa venue à Lyon, mais rien, en 2025, ne semble empêcher ce même individu de s'installer à la tribune. À l'Élysée, on reçoit un djihadiste ; à Meyzieu, on tolère un islamiste.

Mme Tiffany Joncour . Quelle est votre ligne, monsieur le ministre ? Votre gouvernement s'est engagé, il y a plusieurs semaines, à publier un rapport sur l'entrisme des Frères musulmans en France, mais toujours rien.

Mme Tiffany Joncour . Du côté du Rassemblement national, dès 2021, Marine Le Pen avait déposé une proposition de loi pour lutter efficacement contre l'idéologie islamiste. Vous ne l'avez pas écoutée, vous n'avez rien fait.

Mme Tiffany Joncour . Tant que l'on tolérera ces conférences, ces discours, ces complicités locales ou nationales, l'islamisme gagnera du terrain. Alors, comptez-vous interdire la venue de Vincent Souleymane à Meyzieu ? Allez-vous assumer vos responsabilités et faire de la lutte contre l'islamisme l'une de vos priorités ? Du côté de la préfecture du Rhône, on en est loin...

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.

M. Bruno Retailleau, ministre d'État, ministre de l'intérieur . Nous connaissons parfaitement cet individu. Vous avez souligné, à juste titre, ses propos antisémites, contre les femmes et contre les personnes LGBT. Il y a deux ans, la préfète s'était substituée au maire de Lyon afin d'interdire sa conférence dans la ville.

Mme Caroline Parmentier . Encore heureux !

M. Bruno Retailleau, ministre d'État . Dans quelques jours, le même individu fréro-salafiste souhaite animer une conférence à Meyzieu. La préfète de la région a écrit au maire pour lui demander de prendre un arrêté d'interdiction. Nous pensons qu'il va le faire, mais si ce n'était pas le cas, j'ai donné l'instruction à la préfète de se substituer au maire de Meyzieu pour que l'arrêté d'interdiction de cette conférence soit pris.

Vous accusez la préfecture, mais, suivant nos instructions, il y a quelques semaines, la préfète a résilié les deux contrats liant l'État et l'association Al Kindi, qui gère des établissements scolaires accueillant des élèves du CP à la terminale. Le juge administratif saisi en référé lui a pour l'instant donné raison.

Dans quelques jours, un Conseil de défense et de sécurité nationale, présidé par le président de la République, doit avoir lieu : il portera précisément sur la menace islamiste, dont j'ai fait une priorité parce qu'elle est réelle en France et qu'elle dépasse le djihadisme. Elle prend notamment la forme du frérisme, qui pratique, à bas bruit, l'entrisme dans nos associations sportives et culturelles. Et nous entendons combattre ces mouvements qui menacent notre République. (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Mme Caroline Parmentier . Et le rapport ?

Données clés

Auteur : [Mme Tiffany Joncour](#)

Circonscription : Rhône (13^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 667

Rubrique : Religions et cultes

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 14 mai 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 14 mai 2025